

L'agriculture de proximité séduit de plus en plus de Romands

Vendredi 17 février 2012

[Manon Todesco](#) [1]



ALIMENTATION • De nombreux projets agricoles contractuels ont vu le jour ces dix dernières années. La demande est toutefois loin d'être absorbée, selon les spécialistes.

Les options de publication

Non

Journaliste:

Manon Todesco

L'agriculture contractuelle de proximité ne semble pas souffrir de la crise. Au contraire, ce système alternatif qui prône des échanges locaux plus directs, plus transparents et plus éthiques entre les travailleurs de la terre et les consommateurs, convainc de plus en plus de Romands. L'explosion des projets d'agriculture contractuelle est telle que la demande s'absorbe petit à petit. D'ailleurs, c'est la première année que Les jardins de Cocagne n'ont pas de liste d'attente. De leur côté, les fondateurs de Cultures Locales restent confiants, même s'ils n'ont pas encore clôturé leurs inscriptions pour 2012.

Alors que dans les années 1980, seulement deux structures avaient le monopole sur la région – Les Jardins de Cocagne à Genève, ainsi que la Clef des Champs dans le Jura –, elles sont maintenant près de trente à la couvrir. Sous forme de paniers de saison hebdomadaires, de cueillettes ou encore de distribution de denrées non périssables, les initiatives défendent toutes une agriculture écologique de proximité et de qualité. «Notre liste d'attente est moins remplie que les années précédentes, mais nous ne sommes pas inquiets, indique Antoine Descombes, cofondateur des Ares Et Vous à Choulex. Au contraire, c'est une bonne chose car cela veut dire que les gens adhèrent à l'agriculture contractuelle de proximité et que les projets se développent.»

Meilleure traçabilité

«Il existe une tendance à revenir vers les produits locaux, surtout après la série de scandales alimentaires survenus ces dernières années, explique Valentina Hemmeler, secrétaire syndicale d'Uniterre. Il y a une vraie demande de la part des consommateurs, qui trouvent dans l'agriculture contractuelle une meilleure traçabilité et une proximité qui leur permettent de se rendre sur place pour voir comment cela se passe.» Il est aussi question de consommer local, la démarche éthique jouant également un rôle important. En limitant les intermédiaires, les consommateurs apprécient que le prix payé permette d'amortir les coûts et de payer les employés.

Pour pouvoir faire face à la concurrence, les Ares Et Vous s'attendent à devoir changer de tactique dans le futur. «Il va falloir nous diversifier au niveau des contrats ou des produits proposés. Dans ces cas-là, l'important est de soigner l'échange que nous avons avec nos clients pour savoir ce qui peut être développé selon leurs envies», suggère Antoine Descombes.

Mettre à disposition des produits spécifiques peut aussi être un moyen de se démarquer. «Il faut être capable d'offrir autre chose que les initiatives existantes, pense Christian Bavarel, député vert au Grand Conseil et fondateur des Vergers d'Epicure. La viande, les œufs et le lait ont un potentiel important et sont très peu proposés à l'heure d'aujourd'hui.»

Le difficile accès à la terre

Toutes les semaines, près de mille paniers de fruits et légumes sont distribués à Genève. Cela dit, il y a encore du chemin à faire selon Natacha Porcher, coordinatrice de la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité. «C'est une bonne nouvelle que de nouveaux projets aient vu le jour et réduisent les listes d'attente car certaines personnes allaient se décourager et laisser tomber, dit-elle. De fait, je pense qu'il y a encore de la place pour d'autres offres.»

Pourtant, il reste un problème. Celui de l'accès à la terre. «La tendance générale est à l'écologie, mais il est compliqué d'obtenir des aides et des subventions, accuse Daniel Tecklenburg de Cultures Locales. Nous sommes peu encouragés.» La faute aux lois, selon Uniterre, qui freinent l'accès à ce type d'initiatives. «Les consommateurs sont prêts, il s'agit maintenant de permettre aux agriculteurs qui veulent se lancer d'éviter les barrières juridiques et administratives», juge Valentina Hammeler. |

[Manon Todesco](#) [2]